

doc  
CA1  
EA  
86F67  
EXF  
vol. 2



# Le Sommet francophone

Paris, du 17 au 19 février  
1986

# The Francophone Summit

Paris, February 17-19,  
1986

Les questions à débattre:  
la perspective canadienne

The Issues:  
The Canadian Perspective



External Affairs  
Canada

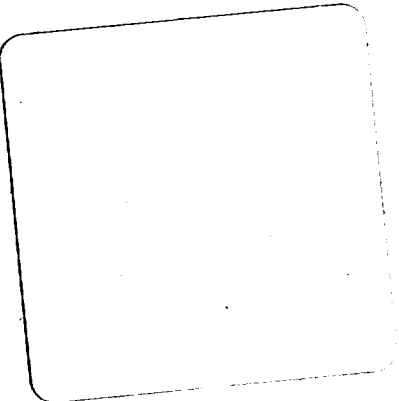
Affaires extérieures  
Canada

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS  
MINISTRE DES AFFAIRES EXTERIEURES

.b2258924 (E)  
.b2258936 (F) v.2



43-253-655 / 43-253-654 (b2258924)



Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20025995 3

Le  
Sommet  
francophone  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



The  
Francophone  
Summit  
Paris, February 17-19,  
1986

## LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MONDIALE

### Contexte

La croissance économique dans les pays industriels devrait ralentir cette année et l'an prochain, et se situer juste au-dessus de 3 pour cent. On prévoit qu'elle ne sera que légèrement supérieure dans les pays en développement (entre 3,5 et 4 pour cent). L'une des grandes réalisations des dernières années a été la régression de l'inflation dans les pays industriels. Cette tendance est d'autant plus notable qu'elle s'est accompagnée d'une croissance économique soutenue. Toutefois, les taux d'inflation dans les pays en développement n'ont pas encore emboîté le pas, et ils pourraient avoir augmenté légèrement en 1985.

L'évolution de la situation économique mondiale a été encourageante, en raison notamment de la réduction de l'inflation dans les pays développés et de la croissance soutenue qu'on observe tant dans les pays industriels que dans les pays en développement. Toutefois, la persistance de déficits budgétaires considérables et le gonflement parallèle de la dette du secteur public exercent des pressions sur les marchés financiers et risquent de réduire la flexibilité de la politique fiscale dans les prochaines années. Malgré la baisse des taux d'intérêt nominaux l'an dernier, les taux réels restent bien supérieurs à la normale, ce qui limite les perspectives de croissance. Le taux de chômage demeure excessivement élevé dans bien des pays, et la variabilité des taux de change continue de susciter des inquiétudes. Enfin, la rigidité relative de bon nombre d'économies demeure un problème, du fait qu'elle limite la capacité des pays en cause de s'adapter aux développements économiques et technologiques.

La situation financière des pays en développement s'est quelque peu améliorée. Si la croissance économique mondiale évolue dans le sens des prévisions et que les pays en développement peuvent poursuivre l'application de leurs stratégies d'ajustement et exporter davantage, il devrait alors être possible d'atténuer davantage la crise de la dette dans le monde. Toutefois, depuis quelques mois, de plus en plus d'observateurs s'entendent pour dire que les pays en développement doivent non seulement continuer de restructurer leur économie mais aussi remettre en branle le processus de développement économique afin d'atténuer les pressions sociales et politiques qui ont pris de l'ampleur depuis le début du problème de l'endettement. Cette croissance nécessitera des ressources financières additionnelles, et les sources et conditions éventuelles de ce financement font présentement l'objet de divers examens. Il faudra également, pour continuer de réaliser des progrès, parvenir à contenir les pressions protectionnistes dans les pays industriels et à empêcher une nouvelle escalade des taux d'intérêt. Par ailleurs, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre; bon nombre des pays les plus pauvres font face à des lendemains sombres, particulièrement en Afrique, et il sera consacré une attention particulière à leurs problèmes dans les mois à venir.

À ce premier Sommet de la Francophonie, les chefs d'État et de gouvernement tenteront d'en arriver à un accord général sur certaines de ces questions. L'accent sera mis sur les questions particulièrement importantes sur le plan des relations entre les pays développés et les pays en développement. Naturellement, il est à prévoir, étant donné la composition du groupe des participants, que les problèmes particuliers de l'Afrique recevront beaucoup d'attention, notamment la situation agro-alimentaire, qui a suscité de graves préoccupations l'an dernier dans le monde. Les participants se pencheront en outre sur des questions d'endettement et de finances internationales et sur des questions de commerce mondial qu'ils étudieront tant dans le contexte africain que dans une perspective plus générale. Bien qu'on n'attribue pas au Sommet francophone de rôle opérationnel ou décisionnel à l'égard de ces questions, on espère y réaliser un consensus politique qui facilitera la réalisation de progrès concrets par les institutions spécialisées qui se consacrent à leur examen.

### Position du Canada

Le Canada est encouragé de bien des façons par l'évolution de l'économie mondiale. Cependant, tous les pays devront donner une direction appropriée à leur économie, de façon à parvenir dans les années qui viennent à une croissance soutenue, non inflationniste et génératrice d'emplois. Le Canada est d'avis que pour venir à bout des problèmes financiers des pays en développement, il n'y a d'autre solution que l'application énergique de stratégies d'ajustement. Il faut cependant être conscient des ramifications socio-politiques des programmes en cause. Le gouvernement canadien cherche activement des moyens de promouvoir la mise en oeuvre dans les pays en développement de plans d'ajustement axés sur le développement. Le Canada estime en outre que toutes les nations profiteront d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, et il demandera instamment aux membres de la Francophonie de participer activement aux préparatifs de cette nouvelle ronde ainsi qu'aux négociations proprement dites, qui devraient commencer en septembre.

**Le  
Sommet  
francophone**  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



**The  
Francophone  
Summit**  
Paris, February 17-19,  
1986

## LE DIALOGUE NORD-SUD

### La question et son contexte

Dans le contexte actuellement difficile de l'économie mondiale, l'interdépendance des pays industrialisés du "Nord" et des pays en voie de développement du "Sud" devient de plus en plus évidente. L'étendue et la nature des liens entre le commerce extérieur, les finances, la dette et les politiques économiques nationales deviennent également de plus en plus apparentes de même que leurs effets sur la prospérité et le développement.

Le Sommet francophone occupe une place importante dans le processus par lequel il est possible d'étudier soigneusement et de façon réfléchie ces questions relevant du dialogue Nord-Sud. Le Sommet rassemble des dirigeants de pays industrialisés et en voie de développement d'un peu partout dans le monde et leur donne l'occasion d'avoir des échanges de vues informels et francs sur leurs plans, leurs problèmes et leurs préoccupations.

On peut s'attendre à ce que les dirigeants francophones se concentrent sur les problèmes de développement qui persistent. La crise de la dette et les rôles respectifs des pays donateurs et bénéficiaires, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et des banques commerciales dans la promotion d'une relance axée sur la croissance figureront probablement à l'ordre du jour des discussions, de même que le commerce mondial, la montée du protectionnisme, les marchés et les prix des produits de base et la perspective d'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales (NCM). De plus, compte tenu de la participation de nombreux pays africains, il ne fait aucun doute que les problèmes pressants et spécifiques de ce continent seront abordés.



## La position du Canada

Le Canada a toujours été un participant de premier plan au dialogue Nord-Sud. Cet intérêt direct découle de nos préoccupations d'ordre humanitaire et de notre appui à l'aide et à la coopération dans le domaine du développement international. Il témoigne aussi de l'importance que nous attachons au renforcement du multilatéralisme.

Le Canada est parfaitement conscient des énormes difficultés économiques des pays en voie de développement. Nous reconnaissons l'importance de maintenir le financement international du développement.

Tout en continuant d'appuyer l'approche cas par cas du problème de la dette mondiale, le Canada estime que les propositions présentées l'an dernier par le secrétaire au Trésor des États-Unis, M. Baker, et le nouvel accent qui est mis sur l'encouragement de la croissance économique comme élément de solution du problème de la dette constituent des progrès fort encourageants. Nous préconisons une plus grande collaboration et une coordination accrue des politiques et des activités entre les pays donateurs et bénéficiaires, le FMI, la Banque mondiale et les banques commerciales.

Pour le Canada, les nouvelles NCM présentent une occasion importante de renforcer et d'améliorer le système commercial mondial. Nous croyons que tous les pays devraient y apporter une participation constructive et nous encourageons fortement les pays en voie de développement à définir et défendre activement leurs intérêts au cours de ce processus.

Le Canada participera activement à la session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique, qui aura lieu à New York en mai.

# Le Sommet francophone

Paris, du 17 au 19 février  
1986



# The Francophone Summit

Paris, February 17-19,  
1986

## LA CRISE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

### La question et son contexte

La famine en Afrique (à l'exception de la situation au Soudan, en Éthiopie, en Angola, au Mozambique et au Botswana) n'est pas aussi grave qu'en 1984. La pluie s'est remise à tomber régulièrement et plusieurs pays ont accumulé d'importants surplus de céréales. Des particuliers, des collectivités, des organisations internationales et des gouvernements ont fourni une aide d'urgence massive. Le système des Nations Unies a joué un rôle important dans la coordination des secours internationaux. Il est clair, cependant, que ces efforts devront être poursuivis dans l'avenir prévisible.

L'attention est maintenant centrée plus directement sur le redressement des économies africaines à moyen et à long termes. Une session extraordinaire des Nations Unies sur la situation économique en Afrique est censée avoir lieu à New York à la fin de mai, afin de définir une approche commune pour les pays donateurs et bénéficiaires. Au Sommet de l'Organisation de l'unité africaine, en juillet dernier, les leaders africains ont décidé d'accroître l'investissement national dans le domaine de l'agriculture et ont demandé que soient accrus les crédits versés à l'Afrique. La Banque mondiale a mené les efforts de redressement des économies africaines en créant un fonds bénévole spécial de 1 milliard de dollars pour l'Afrique afin d'améliorer la production, notamment la production agricole.

Au Sommet économique de Bonn, les principaux pays industrialisés de l'Ouest ont renouvelé leur engagement de fournir des secours d'urgence, ainsi qu'une aide pour le développement à long terme. Un groupe d'experts a été établi et a proposé des mesures de suivi dans le secteur agricole. Certaines organisations internationales spécialisées, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), ont lancé des programmes spéciaux d'aide agricole pour le continent.

À leur réunion de Nassau, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont souscrit aux recommandations du Groupe d'action du Commonwealth sur la crise économique en Afrique concernant les mesures précises à prendre pour redresser l'agriculture africaine. Au Sommet francophone, les principaux points de discussion devraient être les problèmes de l'Afrique et la Session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique.

### La position du Canada

De l'avis du Canada, l'ampleur du défi que doivent relever les pays africains exige un renouvellement et un renforcement de la collaboration internationale. Nous sommes encouragés par le fait que les leaders africains ont reconnu l'importance capitale de politiques nationales appropriées pour la croissance économique. Nous sommes en faveur d'un accroissement du rôle de la Banque mondiale dans la promotion de l'ajustement, et nous avons contribué au Mécanisme spécial de la Banque mondiale pour l'Afrique sub-saharienne, qui est lié à la réforme des politiques. Au Sommet de Bonn, nous avons réaffirmé notre volonté de renforcer la croissance économique mondiale et de continuer d'appuyer les secours à l'Afrique et le développement africain.

Le Canada a réagi à la crise africaine en contribuant généreusement à l'effort de secours et en adaptant ses grands programmes de développement en Afrique. L'aide canadienne va dans une proportion de 40 à 50 % à l'Afrique, la priorité étant donnée à l'agriculture. M. David MacDonald, coordonnateur des secours d'urgence du Canada, a organisé à travers le pays une série de rencontres auxquelles des représentants du grand public, d'organisations non gouvernementales, des syndicats et du gouvernement ont participé afin d'examiner les nouvelles démarches et orientations envisagées pour rétablir l'économie africaine. Les contributions canadiennes à l'Afrique par les diverses voies devraient s'élever à plus de 850 millions de dollars pendant l'année financière 1985-1986.

Le  
Sommet  
francophone  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



The  
Francophone  
Summit  
Paris, February 17-19,  
1986

## DETTE INTERNATIONALE

### La question et son contexte

Depuis 1982, des progrès considérables ont été réalisés au niveau de la gestion des problèmes de service de la dette dans les pays en développement. L'approche cas par cas adoptée à l'égard des problèmes d'endettement s'est avérée suffisamment souple pour s'adapter aux diverses situations que connaissent ces pays. La coopération des débiteurs et des créanciers, publics et privés, entre eux et avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale a été un facteur crucial des progrès réalisés jusqu'à présent.

Toutefois, ces progrès ne se manifestent pas également parmi les différents pays et plusieurs éprouvent de la difficulté à mettre en oeuvre des programmes d'ajustement. Étant donné le ralentissement de la croissance aux États-Unis, les limites des nouvelles sources de financement, la baisse des prix des produits de base et la montée des pressions protectionnistes, le climat international est moins favorable qu'il ne l'était en 1984.

L'Amérique latine, où se concentre une proportion plus élevée de la dette en souffrance des pays moins développés (PMD), reste au centre des préoccupations concernant la sauvegarde du système international de paiements. De manière générale, les pays asiatiques ont mieux surmonté la crise de la dette que les PMD d'autres régions.

Un certain nombre de pays africains ont une dette extérieure considérable compte tenu de leurs économies, petites et souvent fragiles. Les difficultés de ces débiteurs moins importants ne menacent pas le système financier international, mais elles ont des répercussions très graves sur leur situation intérieure. La plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne disposent de ressources limitées et leurs exportations reposent sur un ou deux produits de base. Plusieurs éprouvent des problèmes de famine. C'est pourquoi les pays africains ont réclamé des mesures visant spécifiquement la dette africaine, notamment une conférence internationale spéciale.

Dans la gestion des problèmes liés à l'endettement, on commence à mettre davantage l'accent sur les aspects du processus d'ajustement qui concernent le développement à moyen terme que sur la correction des déséquilibres à court terme dans les finances extérieures. À la réunion annuelle du FMI et de la BIRD, tenue en octobre 1985 à Séoul, les États-Unis ont proposé un ensemble de mesures (l'initiative Baker) qui feraient évoluer le processus de gestion de la dette en ce sens, notamment une augmentation des prêts de la Banque mondiale, une collaboration plus étroite entre le FMI et la BIRD et une hausse du montant net des prêts des banques commerciales. Diverses institutions étudient activement ces idées.

### **Position du Canada**

Le Canada se réjouit de l'amélioration de la situation, mais reconnaît que les pays débiteurs devront poursuivre leurs efforts d'ajustement et continuer de recevoir un appui financier de sources publiques et privées. Le Canada estime que l'approche cas par cas demeure valable en raison de sa souplesse et de son adaptabilité aux conditions particulières des divers pays. Il faut consolider la situation à partir des acquis, le climat économique étant moins favorable.

Depuis un certain temps déjà, le Canada soutient que les pays industrialisés se doivent d'étudier de nouvelles façons d'aider les pays débiteurs à résoudre leurs problèmes de service de la dette. Le Canada a donc favorablement accueilli l'initiative que les États-Unis ont proposée à Séoul et les banques canadiennes ont elles aussi appuyé les propositions américaines. Le Canada est d'avis qu'il incombe aux grands pays industrialisés de favoriser une croissance soutenue de l'économie mondiale, une baisse des taux d'intérêt réels et la résistance aux pressions protectionnistes.

Il est normal d'accorder beaucoup d'attention aux principaux débiteurs, mais il ne faudrait pas pour autant oublier les besoins des pays ayant une dette de moindre envergure, particulièrement en Afrique. Comme l'Afrique sub-saharienne dépend en très grande partie des mouvements de fonds publics, le Canada est d'avis que la question des crédits à l'exportation et de l'aide internationale revêt une importance cruciale. Nous sommes en faveur d'un accroissement du rôle de la Banque mondiale et d'une meilleure collaboration entre la Banque et le FMI. Nous participons au Mécanisme spécial de la Banque mondiale pour l'Afrique et nous appuyons la proposition d'accroître le niveau des prêts de l'Association internationale de développement (AID). Le Canada demeurera un important contributeur aux programmes de développement et de secours en Afrique. Nous croyons que l'expérience du Club de Paris a démontré qu'il est possible de traiter avec souplesse les besoins différents des PMD dans le ré-échelonnement de la dette auprès des créanciers officiels. Le Canada est également d'avis que les institutions internationales actuelles offrent toujours la meilleure structure pour composer avec les problèmes de dette et qu'il faudrait les renforcer au besoin.

Le  
Sommet  
francophone  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



The  
Francophone  
Summit  
Paris, February 17-19,  
1986

## QUESTIONS RELATIVES À LA BANQUE MONDIALE ET AU FMI

### La question et son contexte

Lors des rencontres annuelles de la Banque mondiale et du FMI tenues à Séoul en octobre dernier, les ministres des finances des pays industrialisés et en développement se sont fait part mutuellement de leurs préoccupations à l'égard des efforts entrepris pour résoudre les problèmes d'endettement. Le secrétaire au Trésor des États-Unis, M. Baker, a exprimé l'avis que le processus de gestion de la dette ne devrait pas viser seulement à corriger les déséquilibres à court terme dans les finances extérieures et qu'il devrait être axé davantage sur les aspects du processus d'ajustement qui sont liés au développement à moyen terme. Les États-Unis ont notamment avancé que les efforts d'ajustement structurel des pays débiteurs devraient être complétés par une augmentation des prêts de la Banque mondiale, que les banques commerciales devraient accroître de \$20 millions au cours des trois prochaines années leurs prêts nets à 15 débiteurs désignés et que les petits débiteurs devraient profiter de programmes coordonnés par la Banque mondiale et le FMI et financés en partie par les remboursements des avances faites sur le Fonds fiduciaire du FMI.

Il faut améliorer l'environnement économique international, et un moyen de le faire serait de promouvoir les politiques économiques et financières convergentes des grandes puissances industrielles. Cette question sera étudiée à la réunion du printemps du Comité intérimaire FMI-BIRD, de même que les rapports du Groupe des Dix et du Groupe des Vingt-Quatre sur la réforme du système monétaire international et les questions liées à la situation économique mondiale actuelle.

Les négociations concernant la huitième reconstitution des ressources du mécanisme de prêts à conditions de faveur de la Banque mondiale, l'Agence de développement international, (IDA VIII) ont débuté sous le signe de manifestations d'optimisme par la plupart des donateurs. On espère atteindre le chiffre de \$12 milliards.

### Position du Canada

Dans le cadre de son mandat général, qui est d'assurer le maintien et le fonctionnement adéquat du système monétaire mondial, le FMI a comme objectif particulier d'offrir une aide à court terme aux pays dont la balance des paiements est en déséquilibre. Le Canada approuve l'initiative proposée par M. Baker à Séoul, car elle correspond à l'opinion que nous avons qu'il faut créer de nouveaux moyens d'aider les pays débiteurs. Il faut, en même temps, les encourager à entreprendre des ajustements de façon à gérer plus efficacement leur économie. Nous sommes entrés en consultation avec nos partenaires créditeurs en vue de donner suite aux propositions américaines, afin de réaliser des progrès substantiels aux réunions du Comité FMI-BIRD en avril et au Sommet de Tokyo.

Le FMI doit continuer de jouer un rôle clé dans l'aide aux pays qui font face à des problèmes de balance des paiements. Grâce au produit de la vente d'une partie de ses réserves d'or, le FMI a créé en 1976 un fonds fiduciaire à l'intention des pays les plus pauvres. Maintenant que les avances sur ce fonds sont en cours de remboursement, le Canada estime que la meilleure façon d'utiliser le fonds serait de s'en servir pour aider les pays débiteurs à procéder à un ajustement structurel qui ferait intervenir à la fois la Banque mondiale et le FMI.

Le Canada estime que les perspectives de l'économie mondiale pourraient être encore améliorées moyennant une baisse des taux d'intérêt réels et une vigoureuse résistance au protectionnisme. À cette fin, il conviendrait qu'un certain nombre d'autres États industrialisés réduisent leur déficit budgétaire, et l'élaboration dans d'autres pays développés de politiques plus expansionnistes pourrait avoir des effets bénéfiques en favorisant les échanges commerciaux.

La Banque mondiale envisage la situation à plus long terme que le FMI, en raison de son intérêt pour la mise en oeuvre de politiques de développement appropriées dans les pays moins développés. Dans ce contexte, le Canada estime que la Banque mondiale devra jouer un rôle d'appui plus actif et plus dynamique dans le processus d'ajustement structurel. Nous prônons la recherche de moyens de renforcer la Banque et d'améliorer sa coopération avec le FMI. C'est pourquoi nous sommes en faveur d'une augmentation de son capital général. Le Canada vise également une reconstitution substantielle des ressources de l'IDA dans les négociations en cours, afin d'assurer l'utilisation la plus efficace de ces ressources limitées.



Le  
Sommet  
francophone  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



The  
Francophone  
Summit  
Paris, February 17-19,  
1986

## PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES

### La question et son contexte

La gestion efficace des relations Est-Ouest est fondamentale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les questions de contrôle des armements et de désarmement (CAD) sont devenues, ces dernières années, un thème central de l'ordre du jour Est-Ouest. Le retrait de l'Union soviétique, en décembre 1983, des négociations qu'elle tenait avec les États-Unis sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et stratégiques a empêché tout progrès sur ces questions pendant l'année suivante. En janvier 1985, les deux pays se sont mis d'accord sur les conditions de la reprise des négociations. Amorçées le 12 mars, celles-ci se poursuivent, les deux parties ayant déposé des propositions détaillées.

En général, il s'est fait peu de progrès sur les questions de CAD débattues au sein des tribunes multilatérales, à savoir la Conférence du désarmement de Genève, la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, à Stockholm, et les pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces. Dans certains secteurs toutefois, les progrès se poursuivent. L'amorce, l'an dernier, d'un débat sur les questions liées à la prévention de la course aux armements dans l'espace est encourageante. En outre, ces tribunes multilatérales continuent de remplir une importante fonction, soit celle de permettre aux petites et moyennes puissances, tant alignées que non alignées, de faire connaître leurs vues sur des questions touchant leur sécurité.

La décision de reprendre sur une base régulière les rencontres de haut niveau entre les États-Unis et l'URSS constitue une importante étape dans l'évolution des relations entre l'Est et l'Ouest, et devrait faciliter la réalisation de progrès sur les questions de CAD.

## Position du Canada

À l'instar d'autres démocraties occidentales, le Canada prend à coeur son rôle au sein de l'OTAN et participe activement à la formulation et à la mise en oeuvre des politiques et des stratégies convenues au sein de l'Alliance. Conformément à ces politiques, le Canada cherche à réduire la méfiance en favorisant le renforcement du dialogue et l'élargissement de la coopération entre l'Est et l'Ouest. Le Canada reconnaît et comprend l'importance des efforts déployés par d'autres pays, dont des pays non alignés, en vue de poursuivre parallèlement des relations de coopération avec les membres des deux principales alliances militaires.

Le Canada convient de la nécessité d'arrêter et de renverser la course aux armements nucléaires et se réjouit que cette question fasse partie des objectifs convenus aux négociations américano-soviétiques de Genève. Il estime que, pour être pleinement efficaces, les mesures de contrôle des armements et de désarmement doivent faire l'objet de négociations sérieuses qui aboutissent à des accords exécutoires et vérifiables à la satisfaction de toutes les parties concernées. Le Canada travaille activement à mettre au point des méthodes et techniques de vérification applicables aux accords de contrôle des armements.

La communauté internationale se préoccupe de plus en plus du danger que constitue la course aux armements dans l'espace, et il est encourageant de constater que la prévention de cette course fait partie des objectifs des négociations américano-soviétiques actuelles.

Le Canada considère que les discussions amorcées cette année à la Conférence du désarmement, concernant les questions liées à la prévention de la course aux armements dans l'espace, pourraient utilement se poursuivre et il maintiendra le régime créé par le Traité ABM et les accords SALT actuels sur la limitation des forces stratégiques. Notre position concernant la recherche liée à l'IDS est guidée par la nécessité d'agir en stricte conformité avec les dispositions du Traité ABM. Nous allons continuer d'encourager instamment les parties à ces traités à ne rien faire qui puisse saper leur intégrité, et à s'employer plutôt à renforcer leur statut et leur autorité.

Le Canada se réjouit des résultats de la troisième conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a eu lieu l'an dernier. Le document final adopté par consensus reflète et souligne la nécessité de préserver et de renforcer le TNP, qui constitue à l'heure actuelle une des mesures de sécurité internationale les plus efficaces.

Le  
Sommet  
francophone  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



The  
Francophone  
Summit  
Paris, February 17-19,  
1986

## L'AFRIQUE AUSTRALE

### Le contexte

Les questions de l'apartheid en Afrique du Sud et de l'indépendance de la Namibie sont des sujets majeurs à l'ordre du jour de la situation politique internationale. Elles revêtent de plus un intérêt tout particulier pour la Francophonie, composée en grande partie d'États africains.

À l'instar de la Rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth à Nassau, le Sommet francophone sera une occasion utile et opportune pour les dirigeants mondiaux présents de passer en revue la situation en Afrique australe. De fait, au cours des prochains mois, ces questions se maintiendront à l'avant-scène des préoccupations internationales à la fois en raison des développements récents en Afrique du Sud et du calendrier proprement dit des rencontres internationales à venir. C'est le cas notamment de la conférence mondiale ONU/OUA sur les sanctions à l'endroit de l'Afrique du Sud et la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur la Namibie.

### La position du Canada

Le Canada s'oppose radicalement à l'apartheid. Le gouvernement canadien considère qu'il faut exercer des pressions énergiques sur l'Afrique du Sud pour l'amener à changer ses lois iniques fondées sur la ségrégation raciale. L'objectif recherché est un changement rapide et pacifique basé sur le dialogue plutôt que sur la violence destructrice.

Le gouvernement a pris des mesures vigoureuses et novatrices à cette fin; son approche générale s'inspire d'une tradition non partisane qui remonte à 1961, quand le Premier ministre Diefenbaker a piloté l'initiative visant à refuser à l'Afrique du Sud le droit de poursuivre son adhésion au Commonwealth.

La politique du Canada est ferme, tout en étant mesurée et équilibrée. Le Canada demeure dans le peloton de tête des grands pays industrialisés engagés dans la campagne internationale d'opposition à l'apartheid. Le souci d'efficacité de ses positions prime cependant sur une approche qui ne serait que rhétorique.

Le  
Sommet  
francophone  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



The  
Francophone  
Summit  
Paris, February 17-19,  
1986

### AFRIQUE DU SUD

#### MESURES ADOPTÉES PAR LE CANADA EN 1985 POUR MARQUER SON OPPOSITION À L'APARTHEID

1. Renforcement du "Code d'éthique" volontaire concernant les pratiques d'emploi des sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud:
  - nomination d'un administrateur indépendant et impartial;
  - introduction d'un modèle normalisé de présentation des rapports;
  - application du Code à toutes les compagnies canadiennes, y compris celles qui détiennent des intérêts minoritaires.
2. Resserrement de l'application de l'embargo des Nations Unies sur les livraisons d'armes pour mettre un terme aux exportations de matériel sensible comme les ordinateurs.
3. Application de l'embargo volontaire des Nations Unies aux importations d'armes sud-africaines.
4. Abrogation des accords conclus avec l'Afrique du Sud concernant la double imposition.
5. Suspension du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) pour le marché sud-africain.
6. Cessation des assurances émises par la Société pour l'expansion des exportations en faveur des entreprises canadiennes qui exportent en Afrique du Sud.
7. Adoption de lignes directrices publiques visant au boycott des contacts dans le domaine du sport amateur.
8. Annonce de la cessation de toute activité de transformation à façon de l'uranium namibien.

9. Appui à la recommandation des Nations Unies visant à décourager la vente de kruggerands en or.
10. Décision de suivre de près tous les contacts officiels dans les secteurs sensibles.
11. Condamnation du recours à la répression, comme l'imposition récente d'un état d'urgence, et demande instante au gouvernement sud-africain de conclure avec tous les Sud-Africains une alliance caractérisée par l'équité et la sincérité.
12. Nomination d'un agent à l'Ambassade du Canada pour faciliter la coopération dans le secteur du travail.
13. Affectation de 5 millions de dollars à un programme élargi de bourses d'étude pour la communauté noire, ce programme étant administré par des organismes privés.
14. Adoption d'une interdiction volontaire sur les nouveaux prêts au gouvernement sud-africain et à ses organismes.
15. Adoption d'une interdiction volontaire sur la vente de pétrole brut et de produits raffinés à l'Afrique du Sud.
16. Imposition d'un embargo sur le transport aérien (fret et passagers) entre le Canada et l'Afrique du Sud.
17. Création d'un répertoire national des mesures anti-apartheid où seront consignées les mesures volontaires prises par d'autres paliers de gouvernement, ainsi que par des organisations et des institutions privées.
18. Affectation d'un million de dollars pour l'aide humanitaire aux familles des prisonniers politiques et autres victimes de l'apartheid.

Le  
Sommet  
francophone  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



The  
Francophone  
Summit  
Paris, February 17-19,  
1986

## LES COMMUNICATIONS

### Le contexte

Le Sommet francophone abordera le thème des communications sous l'angle des nouvelles technologies, envisagées comme des moyens de resserrer les liens linguistiques et culturels entre les pays francophones mais aussi comme des outils modernes au service du développement.

À l'initiative de l'Agence de coopération culturelle et technique, une conférence des ministres des communications a eu lieu au Caire en février 1985. Fort des acquis de cette conférence, le Sommet s'attachera sans doute à enrichir "l'espace francophone" dans le champ des communications par une discussion visant à associer étroitement les éléments techniques aux contenus des messages et à leurs finalités. Les pays représentés au Sommet seront préoccupés par le désir d'éviter que ne se creuse davantage, par l'évolution rapide de ces nouvelles technologies, une inégalité déjà importante entre pays du Nord et du Sud.

### La position du Canada

C'est plus précisément sous l'angle de l'informatique, des banques de données et des réseaux de communication que ce thème sera abordé lors du Sommet francophone.

Les pays participants et en particulier le Canada seront sensibles aux incidences de la domination de l'anglais dans ces secteurs. On accordera un intérêt particulier à l'informatique et au développement de logiciels en français, domaines dans lesquels les gouvernements fédéral et québécois collaborent activement.

La production de bases et de banques de données par les pays francophones équivaut à environ 11 p. 100 de l'ensemble de la production mondiale, mais elle ne représente que 1 p. 100 du marché. Il importe donc que les activités se situant aux confluent de l'informatique et de la linguistique soient diffusées en français. C'est pourquoi le gouvernement canadien oeuvre depuis plusieurs années dans des domaines comme la traduction automatique, les banques de terminologie et l'enseignement par ordinateur. Les développements dans ces secteurs peuvent être d'un précieux concours pour les pays en voie de développement, pour autant que l'accès leur en soit facilité et qu'une adéquation fonctionnelle s'établisse avec les impératifs du développement économique, social et technologique.

Le Canada considère qu'il est important d'améliorer les moyens de communication et les échanges d'informations et de connaissances dans l'ensemble des pays francophones. L'expansion éventuelle de la communication par satellite, à laquelle le Canada est pleinement favorable, constitue une voie privilégiée pour poursuivre et développer des expériences dans des domaines divers - éducation, médecine, culture, etc. Le Canada se rallierait d'emblée à toute entreprise des pays du Sommet visant à favoriser "l'expansion de l'espace audio-visuel francophone".



**Le  
Sommet  
francophone**  
Paris, du 17 au 19 février  
1986



**The  
Francophone  
Summit**  
Paris, February 17-19,  
1986

## LA LANGUE FRANÇAISE

### Le contexte

Le français est la langue maternelle de plus de 100 millions de personnes réparties sur les cinq continents et ce chiffre devrait s'élever à 166 millions à la fin du siècle. Il a aussi le statut de langue officielle dans de nombreux pays qui comptent en tout 175 millions d'habitants, soit 3,9 % de la population mondiale. Ce nombre devrait s'élever à 260 millions en l'an 2000, soit 4,3 % de la population mondiale.

Le français vient donc au cinquième ou sixième rang des langues les plus parlées et il peut encore être considéré comme la deuxième langue du monde en importance.

Il faut admettre toutefois que le français, tout comme d'autres grandes langues, accuse un certain recul sur les plans scientifique et technique, vu la prépondérance de l'anglais dans ces domaines. La langue étant l'une des manifestations essentielles d'une culture et d'une civilisation, il importe que des mesures soient prises pour que les francophones puissent continuer à désigner les nouvelles réalités avec des mots et des termes qui correspondent au génie de leur langue. En outre, la langue étant le véhicule essentiel de la transmission et de l'évolution des connaissances, il s'impose de créer les incitations nécessaires pour accroître la proportion des communications scientifiques rédigées en français, à plus forte raison par des francophones.

Globalement, afin que le français continue à occuper une place prépondérante parmi les grandes langues du monde, il importe que des mesures soient prises non seulement pour favoriser son usage général, notamment comme langue scientifique et technique, mais aussi pour accroître son utilisation dans les grands forums internationaux comme les Nations Unies, entre autres, et promouvoir son apprentissage comme langue seconde.

### Position du Canada

Le Sommet francophone est une occasion longtemps attendue de donner une nouvelle impulsion à la collaboration internationale en matière de langue française et de faire en sorte que les pays francophones se sentent ensemble plus en mesure de vivre en français les réalités de la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Le Canada a l'avantage d'avoir deux langues officielles, dont le français, qui est parlé par plus du quart de sa population. Sa situation géographique lui permet de connaître et de partager rapidement les nouvelles réalités, notamment celles de nature scientifique et technique, mais cela l'oblige aussi à composer constamment avec un envahissement linguistique certain si le français ne fait preuve de toute la vigueur nécessaire pour y résister.

C'est pourquoi le Canada fait en sorte que chacun puisse étudier dans sa langue maternelle, dont le français, et cherche à favoriser l'apprentissage de l'autre langue officielle de façon à promouvoir la dualité linguistique. Il a aussi acquis une longue et solide expérience dans le domaine des industries de la langue, notamment la traduction et la terminologie. Enfin, conscient du besoin de diffusion des connaissances et des idées en français, il est à la fine pointe des moyens informatiques de diffusion de l'information.

Le Canada est disposé à partager avec la Francophonie, de façon multilatérale ou bilatérale, les connaissances, l'expérience et les moyens dont il dispose, afin de faire en sorte que le français demeure une langue de civilisation et de culture bien de son temps.